

*Les subsides*

[Français]

**M. Tardif:** Monsieur le Président, monsieur le ministre, à la question que je vous posais cet avant-midi à la période des questions orales, à savoir, quelle était la raison pour laquelle la politique laitière n'avait pas été communiquée le 1<sup>er</sup> août ou la première semaine du mois d'août, vous m'avez indiqué, à ce moment-là, qu'il n'y avait jamais eu d'engagement à cet effet et, actuellement, je suis à faire sortir les comptes rendus des délibérations du comité de la justice et des questions juridiques où, effectivement, j'étais présent au moment où vous avez pris cet engagement-là.

Cela dit, vous avez fait une courte allusion à la question ayant trait à la politique laitière. Mais vous me permettez de faire un parallèle avec également une question que vous avez traitée, c'est-à-dire, la question des porcs.

Vous vous souvenez, sans l'ombre d'un doute, lors des dernières élections, que le député de Joliette (M. La Salle) promettait formellement, en apposant sa signature sur un chèque de 13 millions de dollars, le paiement qui revenait de plein droit aux producteurs de porc.

Le gouvernement a décidé, effectivement, de ne pas payer ce montant, et la raison invoquée, était le danger de représailles avec les Américains, le danger de mettre en cause notre marché vers les États-Unis.

Or, cela m'amène à vous poser la question suivante, puisque je fais un parallèle entre cette situation qui existe concernant la production porcine et nos producteurs de lait, est-ce que, à partir de votre raisonnement, est-ce qu'à partir de votre cheminement, on est en droit de s'attendre à des coupures radicales au niveau de la politique laitière, compte tenu du fait que vous semblez favoriser, donner la priorité à une ouverture du domaine agricole vers les États-Unis, sachant ce que vous avez fait au sujet des 13 millions de dollars concernant la production de porc?

[Traduction]

**M. Wise:** Monsieur le Président, le député fait allusion à la discussion que nous avons eue au cours de la période des questions relativement à la date du 1<sup>er</sup> août. C'est celle qu'avait adoptée au cours des années précédentes le parti au pouvoir. A cette date, le gouvernement annonçait ce qu'il prévoyait pour les 12 mois suivants. Depuis une dizaine d'années il prenait ainsi chaque année des mesures spéciales. Les éleveurs de vaches laitières et le secteur laitier veulent que le gouvernement adopte dans leur domaine une politique à long terme. Cela, le député le sait. Tous les ans le secteur avait beau réclamer une politique à long terme, le précédent gouvernement refusait d'agir. C'était toujours le 1<sup>er</sup> août que le gouvernement annonçait de quoi les 12 mois suivants seraient faits. Nous ne voulons pas suivre l'exemple du précédent gouvernement. Nous voulons pouvoir réaliser le plus tôt possible la 14<sup>e</sup> des 16 promesses que nous avons faites au cours de la dernière campagne électorale. Nous avons promis en effet au secteur laitier et aux agriculteurs de ne plus appliquer de politique discontinue valable pour 12 mois seulement, mais d'appliquer au contraire une politique à long terme valable pour 5 ans. Nous tenons à leur dire que telle est la politique et qu'elle vaudra pour les cinq prochaines années.

Nous avons fait une déclaration le 16 août dernier. Nous l'avons faite avec deux ou trois semaines de retard à cause de certains problèmes techniques que la plupart des gens auront

compris, mais nous avons assumé toutes nos responsabilités. Nous poursuivons dans la même veine, selon la même formule, et nous en avons fait l'annonce le 16 août—et je reconnais que ç'aurait dû être fait le 1<sup>er</sup> août; en outre, j'ai nommé MM. Everett Biggs et Benoît Lavigne qui ont fait de nombreuses consultations dans le pays. Ils ont consulté toutes les autorités provinciales car les provinces participent au plan national. Ils ont discuté avec tous les organismes de surveillance car ces derniers font partie du plan, et avec tous les offices de commercialisation du lait dans les provinces car ils ont ratifié le plan eux aussi. Nous devons voir tous les représentants du secteur et des consommateurs canadiens. Ce processus long mais nécessaire a été achevé et, comme je l'ai dit au député, je pense en recevoir le rapport dans quelques semaines. J'espère disposer de quelques autres semaines au moins—et je pense que le député conviendra qu'il me faut quelques semaines—pour analyser les recommandations. Cela fait, je ferai des recommandations au cabinet. J'ai signalé au député lors de la période des questions que, pour moi, un délai raisonnable, c'était d'ici au premier de l'an.

Quoi qu'il en soit, les prix ne seront pas augmentés pendant cette période, ainsi personne ne sera victime de quelque augmentation que ce soit. Ce que nous voulons, c'est mettre sur pied une politique laitière à longue échéance.

Je m'étonne que le député soulève la question de nouveau—surtout compte tenu des événements qui se sont produits depuis août 1984. Ses propos justifient certainement l'initiative que nous avons prise. Nous avions conseillé la prudence de septembre à novembre à l'époque où le député nous exhortait à accorder des fonds supplémentaires. Certes, nous pourrions investir 13 millions de dollars dans le Québec, mais si nous versons des crédits à une province donnée, il nous faudra le faire pour toutes les autres provinces en vertu de ce programme. Le gouvernement fédéral aurait dû par conséquent encore verser environ 30 millions et pas 13 millions. Si nous l'avions fait, les droits compensateurs américains auraient été plus élevés, de toute évidence.

● (1430)

**M. Benjamin:** Les Américains en imposent de toute façon.

**M. Wise:** Oui, vous avez raison. Comment est-ce arrivé? Ce n'était pas seulement l'effet du hasard. Nous sommes perdants d'après leur système, mais c'est l'International Trade Commission américaine qui a fait le calcul en se basant sur les paiements de stabilisation et sur les subventions que les gouvernements provinciaux et fédéral accordent aux agriculteurs.

J'apprécie l'intérêt que le député porte à la politique laitière, mais je suis un peu surpris qu'il ne pose pas de nouveau la question habituelle.

**M. Althouse:** Monsieur le Président, le ministre a parlé de nouveaux entretiens commerciaux avec les États-Unis. C'est une des premières fois que nous avons l'occasion d'en discuter avec lui. A-t-il eu des entretiens sur les négociations relatives à l'agriculture avec le ministre responsable du Commerce international (M. Kelleher). Porteront-elles sur l'ensemble des denrées agricoles produites des deux côtés de la frontière? Il faut absolument qu'elles portent sur l'ensemble des produits agricoles des deux parties. Les Américains ont toujours un excédent commercial avec nous parce que nous n'arrivons pas à produire certains fruits et légumes. Les Américains ont par ailleurs un marché plus important, et il faut discuter de